

L'AVIS CONCERNANT LA POLITIQUE DU GOUVERNEMENT

Mme Pauline Jewett (New Westminster-Coquitlam): Monsieur le Président, je remercie le secrétaire d'État. C'est une situation des plus sérieuses puisqu'elle se produit après l'annonce qu'il a fait à la Chambre le 13 septembre.

Aurait-il, par la même occasion, l'obligeance d'informer tous les chefs d'entreprise au Canada que les échanges sont maintenant bloqués, en ce qui concerne les exportations et les transferts de technologie en Afrique du Sud?

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, j'ai justement eu l'occasion de m'entretenir à diverses reprises avec des entrepreneurs canadiens qui font ou faisaient affaire de quelque façon avec l'Afrique du Sud. J'ai été renversé de constater à quel point ils appuyaient les directives que le gouvernement leur a données et s'employaient même à utiliser des moyens dont eux-mêmes disposent, et non pas le gouvernement, afin de faire sentir au gouvernement sud-africain l'horreur et la répulsion que son régime d'apartheid inspire au Canada tout entier, notamment au Parlement, dans le milieu des affaires et chez les travailleurs.

* * *

[Français]

LES TRAVAUX PUBLICS

LA FERMETURE D'INSTALLATIONS MILITAIRES À SAINT-ADOLPHE D'HOWARD

Mme Lise Bourgault (Argenteuil-Papineau): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Travaux publics.

A quelques mois de la fermeture complète de la station des Forces canadiennes du lac Saint-Denis, située dans la localité de Saint-Adolphe d'Howard, mes commettants de cette région s'inquiètent, avec raison, de l'avenir des installations de cette base, évaluées à plus de trois millions de dollars.

Ma question est la suivante: Est-ce que le ministre est d'accord sur le document présenté par le comité local de reclassement, à savoir qu'une étude de faisabilité puisse être financée afin d'examiner toutes les possibilités de réutilisation des effectifs de cette base?

L'hon. Roch La Salle (ministre des Travaux publics): Monsieur le Président, dans un premier temps, comme vous le savez tous, les effectifs de cette base appartiennent toujours à la Défense nationale. Je suis fort heureux de pouvoir dire à ma collègue aujourd'hui qu'un comité interministériel se chargera de faire une évaluation dans le but de réduire l'impact négatif qui pourrait survenir pour les municipalités environnantes. Mais à la lumière de cet exercice, monsieur le Président, s'il s'avérait nécessaire qu'une étude de faisabilité puisse répondre aux inquiétudes des paroisses environnantes, je n'hésiterais pas à en faire la recommandation.

Questions orales

[Traduction]

LES PÊCHES

LA SITUATION DES PÊCHEURS TERRE-NEUVIENS

L'hon. William Rompkey (Grand Falls-White Bay-Labrador): Monsieur le Président, ma question s'adresse à la ministre de l'Emploi et de l'Immigration. Je la lui ai déjà posée, mais je n'ai malheureusement pas encore eu de réponse.

La semaine dernière, l'*Evening Telegram* écrivait que la saison de pêche dans la région de Nain avait été si mauvaise que la plupart des familles n'ont que peu ou pas d'argent, ce qui fait qu'une vieille tradition vient d'être reprise, celle d'échanger des vêtements contre des baies ramassées dans la campagne.

• (1450)

La situation est catastrophique. Les preuves sont là. Comment se fait-il que la ministre observe distraitement pendant que le gouvernement distribue des milliards aux banques et refuse de donner quoi que ce soit aux pêcheurs et travailleurs des conserveries de Terre-Neuve? Comment peut-on tolérer une telle situation?

M. Benjamin: Ils sont pareils aux libéraux.

L'hon. Flora MacDonald (ministre de l'Emploi et de l'Immigration): Monsieur le Président, nous avons étudié de près les résultats de la saison de pêche automnale. Nous connaissons la gravité de la situation.

Je peux dire à la Chambre que, en collaboration avec le ministre de l'Expansion industrielle régionale et du ministre des Pêches, nous envisageons différents moyens d'aider les personnes concernées. Je peux garantir au député et, en fait, à tous ceux qui sont touchés à Terre-Neuve, que des mesures seront prises pour atténuer les difficultés qu'ils pourraient connaître.

ON DEMANDE À LA MINISTRE D'AGIR

L'hon. William Rompkey (Grand Falls-White Bay-Labrador): Monsieur le Président, nous pensions que la ministre était originaire du Cap-Breton et nous comprenait, que c'était un ministre compatissant, mais ce n'est pas le cas, apparemment.

Sérieusement, elle ne peut pas changer le régime d'assurance-chômage. Si elle attend jusqu'en novembre, elle ne pourra pas créer de programmes d'emploi. Pourrait-elle voir la réalité en face? Pourrait-elle agir maintenant pour venir en aide aux pêcheurs et aux travailleurs des conserveries de la côte du Labrador?

L'hon. Flora MacDonald (ministre de l'Emploi et de l'Immigration): Monsieur le Président, j'ai dit au député à tous ceux qui sont touchés que des mesures seraient prises . . .

Une voix: Quand?

Mlle MacDonald: . . . beaucoup plus tôt que ne l'aurait fait un gouvernement libéral.

M. Axworthy: C'est vous qui avez supprimé le programme, pas nous.